



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 05/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRI METHA ENERGY

lieudit Le Pain Blanc
77120 Beauthéil-Saints

Références : E/25-2843
Code AIOT : 0006520218

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement AGRI METHA ENERGY implanté LE PAIN BLANC 77120 BEAUTHEIL-SAINTS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection intervient suite à un incident signalé par la société AGRI METHA ENERGY en application de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, concernant un acte de malveillance constaté le 27 novembre 2025 sur la vanne de vidange de la lagune de stockage de digestat qu'elle exploite à Beton-Bazoches. Cet événement a entraîné une fuite de digestat sur les terrains environnants et dans la rivière Aubetin où une mortalité piscicole a été constatée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRI METHA ENERGY
- LE PAIN BLANC 77120 BEAUTHEIL-SAINTS
- Code AIOT : 0006520218
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société AGRI METHA ENERGY exploite à Beton-Bazoches une lagune destinée au stockage de digestat produit par l'installation de méthanisation qu'elle exploite au lieu-dit "le pain Blanc" sur le territoire de Beauthiel-Saints.

Elle bénéficie de l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/066 du 26 juillet 2019 portant enregistrement de ladite installation de méthanisation et des 4 lagunes déportées situées sur le territoire des communes de Beauthiel, Saints, Mouroux et Beton-Bazoches.

La capacité de traitement de l'installation de méthanisation est de 94,5 tonnes par jour, avec une capacité de production de biogaz de 600 Nm³/h. Cette installation relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2781-2-b de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement.

La capacité de stockage de chacune des lagunes déportées est de 5 000 m³.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17	Demande d'action corrective	1 mois
3	Epandage des digestats	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article Annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'acte de malveillance signalé par l'exploitant aurait entraîné la fuite d'au plus 1 700 m³ de digestat de la lagune de stockage de Beton-Bazoché d'après les premiers constats de l'inspection des installations classées le 28 novembre 2025. Le digestat s'est répandu dans le bois attenante et sur les terrains agricoles en contrebas de la lagune, jusqu'à la rivière Aubetin.

Suite à l'alerte donnée par une tierce personne, l'exploitant a déclaré avoir découvert en arrivant sur site la vanne de vidange de la lagune en position ouverte. Pour l'exploitant, il s'agit d'un acte de malveillance, car l'ouverture de cette vanne était condamnée par une chaîne et un cadenas.

La vidange partielle de la lagune a pu se faire gravitairement, car la lagune est ceinturée par un merlon. La vanne de vidange est positionnée au pied du merlon.

L'inspection des installations classées a constaté que la vanne de vidange était positionnée à

l'extérieur du périmètre clôturé de la lagune ; le terrain, bien qu'appartenant à un associé de l'exploitant, est ouvert et accessible depuis le chemin communal situé à 20 mètres.

L'inspection des installations classées a constaté le cheminement du digestats qui s'est écoulé de la lagune sur les terrains agricoles en contrebas, jusqu'au fossé de la RD 15 et dans la bande enherbée le long de l'Aubetin, à environ 500 mètres de la lagune.

En revanche, l'inspection des installations classées n'a constaté aucune trace de digestat dans la rivière et sur ses berges, ainsi que l'absence d'accumulation de mousses.

Toutefois, la mortalité piscicole constatée par la fédération de pêche en aval de Beton-Bazoché, consécutivement à cet incident, permet de conclure que du digestat a rejoint l'Aubetin soit par écoulement superficiel sur les terrains agricoles, soit après collecte par le fossé bordant la RD 15 connecté à la rivière, ce qui a entraîné une asphyxie du milieu aquatique en aval.

La quantité de digestats ayant rejoint l'Aubetin n'a pas pu être évaluée.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- rendre la vanne de vidange de la lagune inaccessible et inactionable,
- caractériser la qualité du digestat stocké dans la lagune et de justifier du respect des valeurs seuils en éléments-traces métalliques et en composés-traces organiques,
- réaliser un suivi visuel au moins hebdomadaire, et après chaque événement pluvieux, de la qualité de l'Aubetin et de retirer les éventuelles accumulations de mousses consécutives à cet incident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courrier électronique du 27 novembre 2025 à 12h12 une fiche de notification d'accident / incident dont le modèle est disponible sur le site internet ARIA (jusqu'au 31 décembre 2025). Cette fiche fait état d'un acte de vandalisme intervenu sur la vanne de vidange de la lagune de stockage de digestat exploitée par la société AGRI METHA ENERGY à Beton-Bazoché : la chaîne et le cadenas qui condamnaient la vanne ont été coupés et le bouchon à l'extrémité de la canalisation retiré ; la vanne a été ouverte entraînant une vidange partielle de la lagune sur les

terrains aux alentours.

Ce signalement ne fait état d'aucune conséquence humaine, sociale, environnementale et économique de cet événement. Les mesures correctives déclarées par l'exploitant ont été de fermer la vanne et de remettre en place une chaîne et d'un cadenas pour condamner l'ouverture de la vanne, et de nettoyer une route et son fossé. L'exploitant a déclaré avoir déposé plainte.

L'inspection des installations classées a été informée le 27 novembre 2025 en fin de journée par la DDT 77 d'une mortalité piscicole et la présence de mousses sur la rivière l'Aubetin à Fretoy.

Lors de la visite d'inspection réactive du 28 novembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté qu'un volume important de la lagune a été vidangé lors de cet incident d'après les traces de marnage sur la géomembrane d'étanchéité du bassin ; la hauteur de marnage a été évaluée à un mètre au plus, et la surface de bassin à au plus 1 700 m², soit une quantité de digestat déversée à 1 700 m³ au plus.

La lagune étant positionnée au sommet d'un vallon, l'inspection des installations classées a constaté le cheminement du digestat dans le bois attenant, sur les terres agricoles en contrebas ainsi que des signes manifestes d'un curage récent du fossé qui borde la RD 15 à environ 400 m en contrebas de la lagune.

L'inspection des installations classées a également constaté que la bande enherbée le long de l'Aubetin était imprégnée d'eau noirâtre, avec un écoulement préférentiel en direction de la berge de la rivière.

L'inspection des installations classées n'a pas constaté dans l'Aubetin de présence de digestats dans les eaux et sur les berges ; l'eau de la rivière en amont du point de déversement suspecté des digestats était turbide du fait des conditions climatiques pluvieuses des derniers jours.

Il ressort de ces constats que la vidange partielle de la lagune de digestats a nécessairement entraîné un écoulement de digestat dans la rivière Aubetin soit par écoulement superficiel sur les terrains agricoles, soit après collecte par le fossé qui borde la RD 15 connecté à la rivière.

La quantité de digestat déversée dans l'Aubetin est difficile à estimer, du fait qu'une fraction de digestat a nécessairement été piégée par le couvert végétal ou s'est infiltrée dans les sols.

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant à l'issue de la visite de mettre à jour la fiche de notification d'accident transmise la veille pour mieux caractériser l'incident et ses conséquences notamment sur l'environnement.

L'exploitant a transmis le 1^{er} décembre 2025 une nouvelle déclaration d'incident faite en ligne depuis le site service-public.fr.

Cette déclaration fait état d'un rejet d'environ 1 500 m³ de matières dangereuses ou polluantes lors de cet incident. Cet événement aurait commencé à 3 h et pris fin à 10h30 le 27 novembre 2025.

L'exploitant explique avoir été prévenu à 10h30 par une tierce personne. La fiche reprend la chronologie des événements et des mesures prises présentées dans la première déclaration d'incident, ainsi que les conséquences sur l'environnement par "la pollution des eaux de surface"

et les conséquences économiques de l'incident pour l'exploitant.

L'inspection des installations classées a été destinataire par courrier électronique du 2 décembre 2025, à 18h47, d'un rapport de la fédération de pêche qui, alerté le 1 décembre 2025 par l'AAPPMA " Les Tire-Bouchons de Pommeuse", a constaté le 1 décembre 2025 de 14h30 à 17h, sur le tronçon aval de l'Aubetin à partir de la cascade au Poncet jusqu'au Grand-Morin au pont de Tresmes :

- des résultats de mesures réalisées à plusieurs points avec une sonde multiparamétrique : de fortes valeurs de conductivité ont été observées sur l'Aubetin et des valeurs importantes dans le Grand-Morin après la zone de mélange (NOTA : absence de Valeur Limite de Qualité des cours d'eau pour ce paramètre), et des valeurs en oxygène dissous qui progresse du point amont vers le point de mesure aval (NOTA : valeurs compatibles avec la classe d'état très bon / bon pour ce paramètre).
- une mortalité piscicole non quantifiée qui a touché 4 espèces : l'ablette, le chevesne, le gardon et le vairon,
- une eau de couleur marron opaque qui a rendu les observations difficiles,
- la présence de mousses en surface (des traînées de mousses et une zone d'accumulation de mousses dans un méandre)
- à la confluence avec le Grand-Morin, la jonction des eaux brune de l'Aubetin avec les eaux claires du Grand-Morin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une surveillance de l'Aubetin à différents points de la rivière, jusqu'à la confluence avec le Grand-Morin.

Cette surveillance est réalisée à une fréquence hebdomadaire et à la suite de chaque épisode pluvieux, pendant 1 mois, compte tenu des risques de lessivage et de relargage dans l'Aubetin de digestat résiduel piégé dans le fossé de la RD 15 et dans les drains agricoles.

Cette surveillance consiste en la réalisation d'un suivi visuel des eaux de la rivière en aval de Beton-Bazoche et à l'enlèvement des accumulations de mousses en surface.

L'exploitant tient un registre où il consigne la date de chaque suivi, la localisation des différents points de contrôles, les observations et les éventuelles opérations d'enlèvement de mousse.

L'exploitant transmet hebdomadairement une copie de ce registre à l'inspection des installations classées.

Aucun curage de la rivière (lit et berges) ne doit être réalisé sans autorisation préalable du Préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Clôture de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17

Thème(s) : Risques chroniques, Clôture de l'installation

Prescription contrôlée :

L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que la vanne de vidange de la lagune de stockage de digestat de Beton-Bazoches est située en dehors de la zone clôturée de la lagune.

Cette vanne est positionnée sur un terrain appartenant à un associé de la société, qui est toutefois ouvert et accessible depuis le chemin rural.

L'inspection des installations classées a constaté que la vanne a été fermée.

L'exploitant a, à la suite de l'incident, mis en place une chaîne et des cadenas pour condamner l'ouverture de la vanne et du bouchon à l'extrémité de la conduite.

L'exploitant a positionné une lourde caisse de bois au-dessus de la vanne pour la rendre inaccessible et a mis une caméra à proximité pour surveiller l'accès.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant rende la vanne de vidange inaccessible et inactionnable à toute personne étrangère à l'exploitation de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Epannage des digestats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article Annexe II

Thème(s) : Risques chroniques, Epannage des digestats

Prescription contrôlée :

Les matières ne peuvent être répandues :

- si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 de la présente annexe ;
- dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans le déchet ou l'effluent excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b de la présente annexe ;
- dès lors que le flux, cumulé sur une durée de dix ans, apporté par les déchets ou les effluents sur l'un de ces éléments ou composés excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b de la présente annexe ;

[...]

Les matières ne contiennent pas d'éléments ou substances indésirables autres que ceux listés au point I ci-dessous.

[...]

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que l'acte de malveillance déclaré par l'exploitant a entraîné une fuite de digestat de la lagune de stockage d'un plus 1 700 m³ sur les terrains agricoles en contrebas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant justifie que le digestat répandu sur les terrains agricoles respecte les teneurs limites en éléments-traces métalliques et en composés-traces organiques fixés aux tableaux 1 a et 1b de l'annexe II de l'arrêté ministériel de prescriptions générales.

Pour ce faire, l'exploitant transmet soit les données récentes d'autosurveillances de la qualité du digestat produit puis stockés dans la lagune de Beton-Bazoche, soit transmet les résultats d'analyse d'un prélèvement d'un échantillon récent de digestat dans cette lagune.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois